

Madame la présidente,

Mesdames et messieurs

Je suis Yvens Rumbold, Directeur de communication du think-tank Pôlicité en Haïti. Je viens d'Haïti, le pays qui a donné au monde la première leçon de liberté, comme le disait si bien Frédéric Douglass, mais aussi pays qui a bien été puni pour cette leçon.

Étant donné que je n'ai pas vu de représentant d'Haïti parmi les Etats membres, j'aimerais en tant que citoyen haïtien, vivant en Haïti, remercier tous ceux qui ont porté des doléances en faveur d'Haïti : que ce soit par rapport au traitement des migrants Haïtiens en République dominicaine, les Bahamas, Turks and Caicos, l'Amérique latine ou la frontière américano-mexicaine. Merci aussi d'avoir souligné à juste titre l'importance de la réparation pour le peuple haïtien et pour tous les afro-descendants.

Madame la présidente, mesdames et messieurs, je félicite le secrétariat pour ses conclusions et recommandations préliminaires. Cependant, comme nous l'avons tous remarqué au cours de cette session, quel que soit le sujet qui a été pris ici et qui concerne les afro descendants, quel que soit le sujet : le nom d'Haïti revient sur la table. Parce que les Haïtiens méritent leur place dans notre histoire commune autant que nous avons souffert et continuons de souffrir de l'héritage de l'esclavage, de l'ostracisme, de la discrimination et des mauvaises politiques publiques que les gouvernements haïtiens ont été amenés à négocier, ou à adopter sous l'influence de divers acteurs régionaux et internationaux. Donc, il faut que quelque chose soit dit nommément dans les recommandations sur Haïti.

Madame la présidente, nous invitons le Forum permanent à prendre Haïti comme cas d'école. Dans le rapport de la 1^{ère} session tenue à Genève, le Forum a appelé à l'organisation d'*une table ronde sur la grave situation des droits de l'homme en Haïti par le biais de la justice réparatrice*. Je crains qu'une table ronde ne suffise pas et reprenne ce que nous savons déjà. Nous souhaitons que ce Forum appuie la création d'une commission pour étudier la question de la restitution et de la réparation à Haïti du paiement de la rançon que le pays a été forcée de payer.

Comme l'avait demandé le Haitian American Foundation for Democracy à Genève en décembre 2022.

Nous espérons que cette commission sera amenée à présenter son rapport devant l'Assemblée Générale pour des actions concrètes, et non des vœux pieux.

Merci Mme la présidente,

Yvens Rumbold, 2 juin 2023